



Mieux que l'adhésion à l'UE

Cristina Gaggini, directrice romande d'economiesuisse, préconise le rapprochement avec la Chine et les autres pays du BRIC plutôt que l'Europe



Pékin annonce une croissance de son PIB de 9,5% pour 2010, alors que l'Occident commence laborieusement à sortir de la crise la plus dévastatrice après celle de la Grande Dépression. De quoi attiser les craintes d'assister à l'inexorable ascension du géant chinois sur la scène politique et économique mondiale. Son premier ministre affirme pourtant préférer la multipolarité au tandem sino-américain. Chine, Inde et Brésil sont désormais incontournables, comme on l'a encore vu récemment à Copenhague. Pour la Suisse, qui réalise plus d'un franc sur deux grâce aux exportations, c'est loin d'être un fait divers. Et ce, quand bien même les Etats-Unis demeurent la première puissance économique et l'UE notre principal partenaire commercial.

La tendance actuelle en Suisse est pourtant à s'émouvoir des pressions musclées de l'étranger et de notre «isolation». C'est non seulement oublier que chaque gouvernement défend avant tout son pré carré et doit rendre des comptes à son opinion publique, a fortiori en période de vaches maigres, mais qu'appartenir à un «club» n'est pas une planche de salut. Ni l'UE ni le G20 ne sont un bloc monolithique, où règnent l'harmonie et la convergence des intérêts. Quant à annoncer la fin imminente de la voie bilatérale et

la nécessité d'adhérer à l'UE, c'est un formidable autogoal au moment même où des négociations importantes sont en cours. Le débat est d'ailleurs très circonscrit et ne franchit pas la Sarine, tant les désavantages objectifs d'une adhésion sont patents, notamment d'un point de vue économique. Entretenir d'étroites relations avec nos voisins tombe sous le sens. Mais, l'histoire le montre, il est nécessaire de voir plus loin et plus grand, surtout pour un pays comme le nôtre qui profite largement de la mondialisation. Aussi, serions-nous bien inspirés de nous tourner vers les puissances en devenir, d'en comprendre les rouages et les coutumes. De mesurer leur rage de réussir.

Nous serions bien inspirés de nous tourner vers les puissances en devenir

«Tout est en perpétuel mouvement, rien n'est immuable.» Ce principe devrait inspirer notre réflexion. A l'instar des autres nations, la Suisse doit se réinventer chaque jour, oser se départir des fausses certitudes et agir avec audace face à l'adversité. Nos entreprises le savent bien, elles qui doivent sans cesse innover et composer avec l'incertitude. Ce qu'elles attendent du politique, c'est de la poigne et le maintien de conditions-cadres meilleures que celles de leurs concurrents, que ce soit en termes d'accès aux marchés

étrangers, d'approvisionnement énergétique, d'infrastructures, de fiscalité ou de formation.

Préparons-nous à défendre bec et ongles nos avantages compétitifs, car les pressions sur la Suisse ne retomberont pas de sitôt. Nos partenaires commerciaux devront réabsorber leur dette publique, parfois colossale. Un frein d'ailleurs non négligeable à la reprise. Selon la récente étude de Reinhart et Rogoff, lorsque la dette nationale dépasse 90% du PIB dans une économie développée, le taux annuel de croissance s'en trouve réduit d'environ un point. Pour l'UE et les Etats-Unis, cette barre est atteinte en 2010. Qu'à cela ne tienne. Regardons plus loin et conservons notre agilité pour composer avec les nouvelles puissances. Un jour pas si lointain, le PIB par habitant de la Chine aura largement dépassé les actuels 3566 dollars (46 443 aux Etats-Unis), à l'instar des autres pays du BRIC. D'où la nécessité, entre autres, de continuer à sceller des accords de libre-échange à défaut d'un accord à l'OMC (à l'instar de celui récemment conclu avec le Japon), de ne pas céder aux sirènes de la surregulation seuls dans notre coin et de sous-peser avec un regard critique les déclarations tonitruantes de nos voisins.

Faire preuve de fermeté et de confiance en nous n'est pas un luxe dont nous pouvons faire l'économie. Cette année aussi ne sera pas rose, avec la hausse du chômage et les incertitudes qui pèsent sur la solidité de la reprise. Mais notre pays se trouve en bonne posture pour renouer avec la croissance. A nous d'en tirer parti.